



Long débat sur l'huile de palme: les faits aboutissent à de meilleures solutions

À l'instar du Conseil des États, le Conseil national a rejeté fermement la proposition d'exclure l'huile de palme des accords de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie. Pour promouvoir le développement durable en lien avec les importations en Suisse d'huile de palme produite de manière durable, mieux vaut opter pour une libéralisation accompagnée de règles que pour des protections douanières. La décision de la Chambre basse est dans l'intérêt de l'économie.

Le Conseil national devait se prononcer sur trois initiatives cantonales à visées protectionnistes en rapport avec la politique commerciale extérieure de la Suisse. Il s'agissait des interventions des cantons de Berne, Fribourg et Jura visant l'accord de libre-échange avec l'Indonésie signé par le Conseil fédéral et les négociations de libre-échange en cours avec la Malaisie: elles demandaient d'exclure catégoriquement l'huile de palme de la libéralisation des échanges bilatéraux. Le Conseil national les ayant refusées, les trois interventions ont été balayées. L'économie salue ses décisions.

Interventions	Votes au Conseil national		
	Non	Oui	Abstentions
Berne	103	75	15